

Centrale: 35 000 tonnes de bois détruites à Fos



Parmi les incendies qui se sont multipliés mercredi, celui de Fos a menacé les sites industriels. Il a endommagé le stock de bois qui devait alimenter la centrale de Gardanne. / PHOTO CYRILL SOLLIER

"La destruction du bois entreposé à Fos ne met en rien en péril la poursuite des tests sur le site et le lancement de la production, prévue à compter du 2^e semestre", assure Jean-Michel Trotignon, le directeur de la centrale de Provence. 35 000 tonnes de bois stocké à Fos-sur-Mer, sur le site de Carfos, ont brûlé lors des terribles incendies qui se sont déclenchés mercredi. 35 000, a priori, cela semble beaucoup. "À comparer avec les 850 000 tonnes de bois qui alimenteront la centrale de biomasse chaque année", commente sobrement M. Trotignon.

Ce stock de bois, en provenance de l'international - un premier bateau chargé de 40 000 tonnes de plaquettes d'eucalyptus et d'acacia en provenance du Brésil avait été déchargé à Fos cette année -, fait partie des trois ou quatre autres sites d'entreposage mis en place par l'entreprise Uniper - 60 000 tonnes de bois seraient déjà en stock.

Selon la direction, le calendrier suit son cours, les tests,

concluants semble-t-il, se poursuivent pour convertir la tranche qui fonctionnait au charbon en biomasse. "Je ne dis pas qu'on trouvera aisément comme ça 35000 t. de bois", reconnaît le directeur de la centrale thermique, la cellule approvisionnement est à la tâche, ce sera une affaire de temps et j'imagine, de coût".

À la centrale, le climat est plus aôtien que social. On se souvient qu'au printemps, l'annonce par le gouvernement d'une nouvelle taxe carbone avait jeté un vent de panique sur la centrale. Ce "corridor" sur la fiscalité européenne du carbone avec un prix plancher sur le CO2 qui pourrait être appliqué dès 2017 viendrait impacter les centrales qui fonctionnent encore au charbon - ce qui restera le cas pour une des deux tranches du site de Gardanne. Les syndicats étaient montés au créneau avec la pression et les menaces sur l'emploi opérées par la direction d'Uniper, et de nombreux pourparlers vont redébuter dès la rentrée.